

La guerre des roses

La fédération liégeoise du PS, au cœur de la tempête suscitée par l'affaire Publifin, se heurte à la direction du parti.

L'affaire Publifin frappe la Cité ardente de plein fouet. Depuis un mois, ce scandale révèle jour après jour une confusion orchestrée entre le monde politique et celui des affaires avec, au cœur du système, certaines intercommunales – comme Publifin –, ou encore la société Nethys. L'ombre d'un homme-orchestre se dessine : celle de Stéphane Moreau, bourgmestre d'Ans et patron de Nethys, personnage au cœur de la fédération liégeoise du PS. Alors jeudi, deux poids lourds socialistes ont donné de la voix. Sans citer le nom de Stéphane Moreau, Elio Di Rupo a annoncé un paquet de mesures visant à davantage de transparence dans l'exercice des mandats politiques et ceux liés aux intercommunales.

Le président du PS a l'intention de les détailler lundi, en bureau de parti, mais on parle notamment d'un plafonnement des rémunérations totales liées

aux mandats politiques ou para-politiques. Dans la foulée, Laurette Onkelinx a frappé un grand coup sur la table, en invitant nommément Stéphane Moreau à « faire un pas de côté ». « Je n'ai jamais été aussi indignée, tellement scandalisée par ce qui se passe », disait la cheffe de groupe à la Chambre.

Pour l'heure, le bourgmestre d'Ans ne répond pas. « Ce qui arrive au sein de Publifin, note un haut responsable socialiste liégeois, ne résulte pas d'une faute (de Stéphane Moreau). Cela relève juste d'un ressenti général de la population. »

Désormais, la fédération socialiste de la Cité ardente toute entière est sommée de « se réformer ». Y consentira-t-elle? Les prochains jours le diront.

Au Boulevard de l'Empereur, on entend toutefois ne pas faire trainer cette épreuve de force. Car, dix ans après, le souvenir de la « Carolo » est encore frais. ■

Epreuve de force au PS : Onkelinx et Di Rupo visent Moreau

- ▶ Elio Di Rupo produira lundi un paquet de mesures « transparence et décumul » au bureau du PS.
- ▶ Laurette Onkelinx juge que Stéphane Moreau doit faire « un pas de côté ».
- ▶ La fédération liégeoise est appelée à « se réformer ».

Un responsable socialiste confiait mardi : « Les agissements de Tecteo, c'était gênant jusqu'à présent, mais là, ça devient juste insupportable, c'est le parti qui paie le prix, c'est inacceptable. » De fait, dix ans (une paille en politique) après la « carolo », la « liégeoise » secoue le PS. Tour à tour, les deux places fortes du mouvement socialiste en Wallonie sont atteintes et contraintes de se réformer, sous peine d'entraîner les socialistes, déjà dans le doute, bien dans la débâcle.

Pour ce qui concerne Charleroi, le Bureau du parti avait placé la fédération sous tutelle en 2007, expédiant un certain Paul Magnette dans la métropole wallonne, en pacificateur et redresseur de torts. Mission accomplie à l'époque.

Le scénario est sensiblement différent aujourd'hui pour la Cité ardente, rattrapée par le scandale Publifin, qui touche, certes, tous les grands partis, mais le PS en particulier.

Ici, point de faux collègues communaux ni de chaudières impayées à Carcassonne, mais une confusion orchestrée entre mondes politique et des affaires, avec, au cœur du dispositif, l'intercommunale Publifin, la société Nethys, et leur fondateur-maitre d'œuvre, Stéphane Moreau. Qui opère avec brio sur les plans financier et entrepreneurial – les interlocuteurs liégeois en témoignent –, mais dont, en même temps, l'influence en politique et au sein de la fédération socialiste, pressentie voire connue, a éclaté au grand jour, révélant une nuée d'incompatibilités dans le domaine de l'éthique – dans un parti de gauche professant transparence, équité et égalité ! On s'éloigne camarade, comme dirait l'autre.

Toujours est-il que, maintenant, c'est clairement l'épreuve de force.

Elio Di Rupo est sorti de sa réserve, et Laurette Onkelinx a tonné. Le décor est planté. La fédération liégeoise du PS est attendue au tournant.

Où en est-on ?

Au boulevard de l'Empereur, siège du parti, on précisait jeudi après-midi : « Nous travaillons afin de faire avancer l'ensemble des mesures le plus vite possible, en interne et avec

le partenaire de gouvernement »...

A savoir : en matinée, invité de Bel-RTL, le président du PS, réagissant publiquement pour la première fois, annonçait l'adoption d'une série de mesures visant à plus de transparence dans l'exercice des mandats politiques et ceux liés aux intercommunales : obligation pour les mandataires et membres des cabinets ministériels « d'une déclaration publique de tous les revenus au nom de l'éthique » ; lien direct entre la rémunération et « le travail effectif » ; « limitation stricte des montants financiers versés aux administrateurs et responsables d'intercommunales » ; enfin, « décumul des fonctions telles que celle de bourgmestre ou échevin avec la direction d'une entreprise fonctionnant avec des capitaux publics ».

Les oreilles de Stéphane Moreau ont dû siffler. Comme celles de ses partisans, socialistes et pas seulement, collègues liégeois et pas seulement. Un vacarme.

Laurette Onkelinx à la rescousse

Le président du PS, pas assuré, comme nous l'écrivions mardi matin, d'avoir la force (politiquement) d'imprimer la ligne dure dans l'aventure, peut compter sur Laurette Onkelinx qui, interviewée jeudi au parlement fédéral dans l'émission *Villa Política* (VRT), a appelé Stéphane Moreau à « faire un pas de côté ». Au beau milieu de l'après-midi, la cheffe de groupe

à la Chambre et présidente du PS bruxelloise a pesé ses mots et asséné ceci : *« Je n'ai jamais été aussi indignée, tellement choquée, tellement scandalisée par ce qui se passe (...) Je ne peux pas accepter ça, je ne fais pas de la politique pour ça. Il y a plusieurs aspects dans Publifin, des personnes de différents partis, il faut toujours croire en la présomption d'innocence. Mais enfin, je me suis toujours battue pour que les personnes qui travaillent aient un salaire, pas pour qu'on reçoive un salaire sans travailler. C'est totalement inacceptable. Ensuite, il y en a qui, semble-t-il, utilisent la politique non pas pour améliorer la vie des gens, la vie de la population, mais pour des profits personnels, et c'est pour moi totalement inacceptable qu'une poignée de personnes puisse comme ça souiller l'honneur du PS. Dans les jours et semaines qui viennent, le président du parti va énoncer des mesures très fortes (...) A titre personnel, je pense que Stéphane Moreau doit faire un pas de côté. »* Point, pas final.

Au JT de la RTBF jeudi soir, Paul Magnette n'a pas visé l'homme, mais a appuyé : il y aura des réformes, tous devront s'exécuter.

De son côté, soucieux de ne pas faire durer une épreuve de force qui pourrait précipiter le PS dans les polémiques d'abord, la crise interne ensuite, Elio Di Rupo accélère : d'après nos informations, dans la foulée de ses déclarations jeudi matin, le président du PS déposera

le paquet de mesures « transparence et décumul » dès lundi sur la table du Bureau du parti, où toutes les fédérations ont leur place.

Accélération, toujours : Elio Di Rupo, Benoît Lutgen, Paul Magnette, Maxime Prévot et Jean-Claude Marcourt se sont retrouvés jeudi, convenant que le ministre-président wallon et le président du parlement, André Antoine, organiseront la semaine prochaine une réunion rassemblant les groupes politiques représentés à Namur, ceux qui le souhaitent à tout le moins.

Chacun proposera ses règles et ses dispositifs de bonne gouvernance. Objectif : une sortie de crise partagée pour l'ensemble des formations politiques.

Le paquet de mesures d'Elio Di Rupo, les déclarations de Laurette Onkelinx, le projet d'initiative commune à Namur : de quoi mettre sous pression les responsables politiques liégeois (lire ci-dessous), réformateurs pour les uns mais pas tous, loin s'en faut, qui auront à se positionner.

Un exécutif de la fédération, présidée par Willy Demeyer, par ailleurs bourgmestre de Liège, est convoqué ce vendredi, où les rouges ardents tenteront d'éviter la réédition d'une « guerre des clans » qui a dominé souvent sur la place, et le choc frontal avec l'état-major du parti, auquel tout cela pourrait conduire. ■

DAVID COPPI

DÉCUMULS ET RÉMUNÉRATIONS

Les mesures « bonne gouvernance » annoncées pour lundi au bureau du PS

Jeudi matin, sur Bel-RTL, Elio Di Rupo annonçait l'adoption d'une série de mesures ayant trait à la bonne gouvernance. Dans l'après-midi, on nous précisait au Boulevard de l'Empereur que le président du PS les détaillera lundi en bureau du parti. De quoi parle-t-on ? Du plafonnement des rémunérations totales (on imposera un chiffre) liées à la détention d'un ou plusieurs mandats politiques ou para-politiques (en intercommunales). Pour obtenir ces rémunérations, il faudra « un travail effectif ». Enfin, le PS veut scinder les activités politiques et d'affaires : on interdira le cumul entre des fonctions telles que celles de bourgmestre ou échevin et celles liées à la gestion de sociétés publiques ou fondées sur des capitaux publics - il faudra choisir.

D.CI

cumul Stéphane Moreau accomplit le destin liégeois

PORTRAIT ■■■■

Au lendemain des élections communales de 2012, Stéphane Moreau aurait dû choisir entre le maïorat d'Ans et la direction de la puissante intercommunale Tecteo qui, à l'époque, n'était pas encore devenue la société privée Nethys pesant aujourd'hui 3.000 emplois, près de 3,5 milliards d'euros de capitalisation consolidée, un milliard de chiffre d'affaires et 60 millions d'euros de bénéfices.

C'est grâce à une pirouette – compter un associé flamand et bruxellois au sein de l'actionnariat public – que Tecteo a pu échapper à la tutelle régionale et que Stéphane Moreau est resté directeur général, contrairement à l'avis d'un certain Jean-Claude Marcourt qui lui avait demandé publiquement de choisir entre la fonction politique et le monde des affaires. Aujourd'hui, c'est Laurette Onkelinx qui remet le couvert, lui demandant de démissionner d'un des deux postes.

En quoi un futur décret pourrait limiter les pouvoirs de ce « Brutus » qui n'a pas hésité à symboliquement tuer le père, en fomentant un putsch contre Michel Daerden à Ans au printemps 2011 ? Autour de lui, Stéphane Moreau fait figure d'intouchable, suscitant à la fois crainte et respect, tour à tour affable et menaçant, maniant la carotte et le bâton, nommant des proches et dégommant des hostiles au sein des intercommunales liégeoises.

La façon dont il est parvenu à concentrer le pouvoir le rend incontrournable. À la tête de Nethys, avec la marque VOO, il concrétise le développement industriel public cher à André Cools. Mais Nethys est aussi devenue une société protéiforme qui suscite interrogations comme lorsque, sous la houlette de son patron, elle rachète les Editions de l'Avenir ou plus récemment entre au capital du groupe français de presse régionale *La Provence*.

Une opération qui, selon le *Canard enchaîné*, « avait pour objectif d'empêcher que les journaux appartenant à l'homme d'affaires français Bernard Tapie ne tombent dans les mains de ses adversaires politiques ». Et selon nos confrères de *Sudpresse*, l'opération se serait déroulée grâce à l'intermédiaire d'un certain Lucien d'Onofrio, intermédiaire entre Bernard Tapie et Stéphane Moreau.

À la tête du fonds de pension Ogeo Fund, le cinquième en importance au niveau belge, Stéphane Moreau contrôle une flopée d'investissements immobiliers. Additionné à sa fonction d'administrateur délégué de l'IGIL (intercommunale de gestion immobilière), cela lui permet de maîtriser des déve-

loppements liégeois, à l'instar de l'ambitieux écoquartier de Coronmeuse qui fait l'objet d'un dialogue compétitif, peu transparent, entre consortiums privés.

Célibataire et sans enfants, Stéphane Moreau travaille 120 heures par semaine, 7 jours sur 7, entre Nethys et sa commune d'Ans. « *Compétent, intelligent, travailleur...* » Grâce aux qualités que lui prêtent ses amis socialistes, il est un homme qui compte pour le développement de Liège Airport dont l'actionnariat est détenu à 50 % par la société NEB qui comprend Nethys (majoritaire), Ethias et Belfius. Une manette de plus dans le cockpit Moreau.

Si ses détracteurs fustigent cette concentration du pouvoir, d'autres voient en lui l'accomplissement du destin liégeois : la maîtrise des leviers économiques par le pouvoir politique et le secteur public. Un proche nous avait confié : « *Je me souviens très bien de son analyse au début de sa carrière politique. En Belgique, l'État est désargenté. Il faut faire comme aux Pays-Bas, utiliser l'argent des fonds de pension publics pour réaliser des politiques ambitieuses.* »

En quoi la démission du maïorat d'Ans (la décision la plus probable) l'empêchera-t-elle de continuer à concentrer le pouvoir en région liégeoise ? En tant que simple conseiller socialiste, il pourra toujours cumuler les rôles clés – il avait 18 mandats en 2015 dont 8 rémunérés – au sein des structures publiques liégeoises. ■

PHILIPPE BODEUX

ENNUIS JUDICIAIRES

Plusieurs instructions

Stéphane Moreau est au centre de plusieurs instructions judiciaires, à commencer par celle qui cherche à déceler d'éventuels abus de biens sociaux, notamment par la vente à vil prix de camionnettes déclassées par l'intercommunale Tecteo à des mandataires en campagne électorale. La seconde instruction, appelée aussi « affaire de la pergola », a trait à un inhabituel geste commercial, voire à un contrat d'assurance antidaté, qu'aurait concédé l'assureur Ethias au bénéfice de Stéphane Moreau. Lors d'une tempête, l'arbre (insuffisamment) enraciné sur une de ses propriétés aurait chuté sur la maison voisine et provoqué des dégâts pour un peu plus de 50.000 euros. Le parquet a, dans ce dossier, demandé le renvoi de Stéphane Moreau et de plusieurs cadres d'Ethias devant le tribunal correctionnel (Jo.Ma).

LES AUTRES ACTEURS LIEGEOIS

▀ **Au sein de la fédération liégeoise du PS, les rôles sont particulièrement bien répartis entre certains acteurs de premier plan, avec un niveau de pouvoir et une sphère d'influence pour chacun. Souvent repris sous le nom du « club des cinq », ils pèsent sur toutes les décisions stratégiques et dirigent la fédération. Une mainmise qui fait régulièrement grincer les dents. En plus de Stéphane Moreau, voici les quatre autres membres.**

Willy Demeyer

Bourgmestre de Liège, président de la fédération liégeoise du parti et député fédéral, il est souvent considéré comme consensuel et pragmatique. Ses détracteurs lui reprochent par contre une mollesse idéologique et une absence de démocratie interne.

André Gilles

Il s'agit du bras armé provincial du club ainsi que de l'homme siégeant dans la plupart des intercommunales et faisant partie de la nébuleuse Nethys. Plus dans l'ombre que les autres membres du club, il dirige notamment le conseil d'administration de Publifin, d'Oego Fund...

Jean-Claude Marcourt

Fort de son aura de ministre wallon de l'Économie, de père du plan Marshall et de ses réseaux dans les milieux socio-économiques, il occupe une place importante. Il veille aussi aux intérêts liégeois à Namur grâce à son poste de vice-président du gouvernement.

Alain Mathot

Bourgmestre de Seraing, il occupe surtout un siège de député fédéral où il représente le PS liégeois aux côtés de Willy Demeyer.

fédération liégeoise Le réflexe d'autodéfense

En réaffirmant que le parti socialiste était « celui de l'équité fiscale » et en voulant « limiter strictement le nombre de mandats et le montant des rémunérations, empêchant notamment qu'un bourgmestre ou échevin soit patron d'une entreprise à capitaux publics », Elio Di Rupo, même s'il s'en défend, cible une série de socialistes liégeois. Stéphane Moreau, le puissant patron de Nethys, société privée qui pèse aujourd'hui 3,5 milliards d'euros en capitalisation consolidée, mais aussi des ténors comme Alain Mathot et Alexis Housiaux qui, parmi leurs mandats publics, en exercent certains sous le régime de la personnalité morale, ce qui leur confère un avantage fiscal. Pas très socialiste, tout ça, à suivre le président de parti.

Autant Stéphane Moreau – bourgmestre d'Ans – qu'Alain Mathot – maître de Seraing – refusent de dire s'ils s'inscrivent désormais dans la ligne présidentielle, laissant planer le doute sur leurs intentions en matière de – nouvelle – éthique. André Gilles, le président de Nethys et de Publifin ainsi que Willy Demeyer,

président de la fédération liégeoise du parti socialiste, ne sont guère plus disert sur leur volonté de suivre ou pas les nouvelles directives du Boulevard de l'Empereur, préférant laisser passer l'orage, selon la bonne vieille habitude. Député fédéral, Frédéric Daerden ne livre pas de commentaire à ce stade, sauf ceci : « Comme vous le savez, des réunions dans les instances sont prévues, à la fédération liégeoise, puis en bureau de parti lundi prochain. »

Derrière ce courageux silence, un mécanisme d'autodéfense liégeois

Derrière ce courageux silence, un mécanisme d'autodéfense liégeois que résume un socialiste très proche de Publifin et de Nethys. « Oui, il y a eu une erreur sur le fait de ne pas lier la présence aux rémunérations dans les comités de secteur, mais ce genre de pratiques existe ailleurs, chez Ores où des systèmes mixtes qui mêlent jetons de présence et rémunérations forfaitaires existent. Pourquoi s'en prendre à Publifin et Nethys ? Parce que le développe-

ment de Nethys, qui approche une taille comparable à Proximus, gêne ceux qui n'ont pas la main dessus. »

Se fermer comme une huître et ne pas remettre en cause le tout-puissant Stéphane Moreau : les socialistes liégeois cultivent un ressentiment négatif sur certaines décisions régionales... « La Région a une part de responsabilité dans le fait que Nethys soit devenue une société privée », souligne un administrateur socialiste de Publifin. La Région, de par ses contrôles sur les cahiers des charges, notamment, a empêché que l'intercommunale développe une activité industrielle dans le marché concurrentiel sur pied d'égalité avec des sociétés privées. Il a donc fallu passer au statut privé avec une rémunération du directeur général (Stéphane Moreau, NDLR) conforme aux standards de sociétés comparables. Ce qui a permis de sauver et de développer des emplois à Liège. » À l'inverse, ce dispositif liégeois est vu par les détracteurs de Stéphane Moreau comme une façon d'échapper au contrôle régional...

« Trois mille emplois directs et

mille autres indirects sont en jeu », rappelle Pierre Meyers (ex-CMT) administrateur indépendant de Nethys, qui certifie qu'« au sein de Nethys, les règles de bonne gouvernance sont d'application, avec 550.000 euros de rémunérations distribuées annuellement aux 11 administrateurs en fonction de leur présence aux réunions. Ce qui se passe au sein de Publifin, c'est très étonnant – pour ne pas dire autre chose – et il revient aux pouvoirs publics de mettre de l'ordre dans la gouvernance ».

« Si un décret qui limite les cumuls et les rémunérations au sein des sociétés à capitaux publics est voté par le parlement wallon, Stéphane Moreau va devoir s'exécuter et appliquer la règle générale », ose, en off, un haut responsable de la fédération liégeoise du PS.

Quant à Alain Mathot, qui utilise une personnalité morale pour se faire rémunérer dans une filiale de Nethys, (*Le Soir* d'hier), « cela ne convient pas », poursuit ce ténor socialiste. Tout cela manquera-t-il encore de conviction ? ■

PHILIPPE BODEUX (AVEC D.CI)

Ecolo voudrait confier les réformes de gouvernance à un « non politique »

Paul Furlan est-il en sursis ? Mercredi, le ministre wallon des Pouvoirs locaux a été soutenu par la majorité PS-CDH, et encore ce jeudi par Paul Magnette. Mais l'opposition n'en démord pas : « *Furlan n'est plus l'homme de la situation* » (sous-entendu : pour mener à bien les réformes nécessaires dans le paysage des intercommunales.)

Ecolo se dit « *catastrophé par la faiblesse de la réponse formulée par la coalition PS-CDH dans le cadre du scandale Publifin*. » Pour Patrick Dupriez, co-président du parti, et Stéphane Hazée, chef de groupe, « *la responsabilité du gouvernement wallon est clairement engagée et personnelle, à ce stade, ne l'assume.* » Et d'ajouter : « *Ce n'est pas acceptable et cela hypothèque toute crédibilité sur sa capacité à rétablir la confiance. Aucune mesure n'est prise pour mettre au pas ceux qui tirent les ficelles de ce système de pratiques politiques qui abiment la démocratie.* »

La majorité se réunit

Pourtant, la majorité PS-CDH semble vouloir donner des gages

de sa bonne foi. Dès ce jeudi, une réunion au sommet a rassemblé Di Rupo, Lutgen, Magnette, Marcourt, Prévot, excusez du peu... Le ministre-président et André Antoine (CDH), le président du parlement, sont chargés de rassembler les groupes politiques représentés dans l'assemblée dès la semaine prochaine « *pour entendre les propositions exprimées par chaque formation politique pour améliorer les règles et dispositifs de bonne gouvernance.* »

Mais pour les verts, rien de neuf : le gouvernement de Paul Magnette se contente de se serrer les coudes et d'attendre que la tempête s'éloigne. Dans ces conditions, pas question d'en rester là : Ecolo voudrait déposer une motion de méfiance contre Paul Furlan.

Le règlement du parlement de Wallonie prévoit cette procédure. Mais la motion doit être déposée par huit députés wallons au moins. C'est le problème pour Ecolo : les verts ne sont que quatre à Namur. Même en comptant sur l'appui des deux élus du PTB et d'André-Pierre Puget, le

compte n'y serait pas. En d'autres termes, pour mener la manœuvre à terme et forcer une nouvelle séance plénière du parlement, Hazée et consorts devraient obtenir un coup de pouce du MR.

Mais Ecolo ne se contenterait pas d'une démission de Paul Furlan, d'ailleurs improbable. Une proposition inédite fait surface : « *Désigner un ministre indépendant des partis politiques pour prendre en charge, avec les coudees franches, la gouvernance publique et les pouvoirs locaux.* » Les autres compétences de Furlan seraient attribuées à d'autres ministres.

« *Il s'agit de trouver une personnalité extérieure au champ politique qui serait capable de mener à bien les réformes qui s'imposent en matière de gouvernance,* précise Stéphane Hazée. *Quelqu'un qui aurait la hauteur de vue nécessaire. Je ne crois plus que ce dossier puisse se régler sans un dispositif exceptionnel, à la mesure du problème.* »

Pour rappel en tout cas, il n'est pas nécessaire en effet d'être un élu pour devenir ministre en Wal-

lonie. La preuve par Christophe Lacroix qui n'était que sénateur coopté quand il a fait son entrée au gouvernement.

La réponse du MR n'a pas tardé : même s'ils ne sont pas satisfaits de la situation actuelle, les libéraux n'appuieront pas la démarche d'Ecolo. « *Je partage sur bien des points l'analyse de Stéphane Hazée,* précise Pierre-Yves Jeholet. *Je continue à demander la démission du ministre. Mais je ne peux pas le suivre sur son objectif : la désignation d'un ministre non politique. Ce serait un terrible aveu d'impuissance. Il revient au monde politique d'assu-*

mer ses responsabilités aux yeux de l'opinion, en l'occurrence au gouvernement wallon dans le cas qui nous occupe. »

En fin de journée, Paul Magnette a dit vouloir « *s'occuper personnellement* » du dossier gouvernance. Furlan sur la touche ? Le chef de groupe MR ne baisse pas le ton, mais y voit un signe : « *Je prends acte que le ministre-président a repris les choses en mains. Il était plus que temps !* » ■

ERIC DEFFET

POLÉMIQUES

Furlan répond en partie aux attaques

Paul Furlan continue d'être la cible de l'opposition. Ce jeudi matin sur *La Première*, Pierre-Yves Jeholet (MR) a ainsi affirmé que la moitié du collège échevinal de Thuin, dont le ministre est bourgmestre empêché, travaillait au sein de son cabinet.

Une accusation quelque peu exagérée. En effet, sur les sept

membres que compte l'exécutif thudinien, deux occupent des fonctions permanentes au sein de son cabinet ministériel (une secrétaire particulière et un chauffeur). Un troisième travaille ponctuellement pour le ministre en tant qu'expert. Pour Jean Faniel (Crisp), interrogé au Journal télévisé de la RTBF, cette situation reste néanmoins problématique puisqu'elle crée un lien de subordination entre Paul Furlan et certains membres du collège. Et cela, sachant que

bourgmestre empêché par ses fonctions de ministre (des pouvoirs locaux), le Thudinien est « invité » au collège communal en tant qu'expert. Mais le ministre wallon est également ciblé pour une autre raison : la présence de sa compagne au sein de son cabinet (en plus de sa fonction à la Ville de Thuin). D'autant que celle-ci aurait omis de signaler ses emplois dans sa déclaration de mandats. Un oubli partiel. En effet, ces deux fonctions rémunérées

n'apparaissent pas dans la déclaration rentrée auprès de la Cour des Comptes (loi fédérale s'appliquant à tous les élus) et publiée au *Moniteur* en août. Par contre, elles figurent bien dans les documents remis à la Cellule wallonne qui gère ce même devoir de transparence, en vertu du Code wallon de la démocratie locale, avec publication en décembre. Quant aux raisons de cet oubli, mystère !

PASCAL LORENT

Brutélé La saga Publifin a aussi un petit accent bruxellois

Avec le scandale des rémunérations aux membres de ses comités de secteur, l'intercommunale liégeoise Publifin porte évidemment une responsabilité importante dans l'affaire qui secoue la Wallonie depuis exactement un mois. Mais elle n'est pas la seule.

À l'origine des difficultés actuelles, il y a la décision prise en 2015 par le parlement wallon (majorité PS-CDH) d'accorder un délai supplémentaire de deux ans aux intercommunales plurirégionales avant que celles-ci soient complètement soumises à la tutelle wallonne, en application d'un accord de coopération conclu entre les Régions. Publifin gagnait donc deux ans, et ses comités de secteur aussi. Deux années durant lesquelles le dossier a été comme anesthésié malgré les alertes lancées par l'opposition, en vain.

Ce report est le péché originel de cette saga. Mais la demande n'a pas été principalement portée par Publifin. Elle visait surtout à défendre les intérêts d'autres structures. À commencer par Ores, une autre intercommunale de distribution de gaz et d'électricité, qui réclamait ces

deux années de répit.

Ce n'est pas tout : comme l'a expliqué Christophe Collignon, le chef de groupe PS, à la tribune du parlement wallon, la demande provenait aussi de... Bruxelles par l'intermédiaire cette fois des communes de la capitale membres de Brutélé. « *J'ai encore ici la lettre des bourgmestres bruxellois, s'est exclamé le député socialiste qui insiste : La vérité à ses droits, ce n'est pas Publifin qui a souhaité prolonger ces comités de secteur.* »

L'accord de coopération prévoit que la tutelle des intercommunales plurirégionales soit assurée par la Région d'où provient la plus grande partie de son actionnariat. Pour Brutélé, c'est la Wallonie avec 24 des 30 communes associées, dont Charleroi.

Les Bruxellois de Brutélé ont-ils mal digéré cette évolution, alors que l'intercommunale est née dans la capitale ? Dès le 23 avril 2015, Charles Picqué (Saint-Gilles) et Willy Decourty (Ixelles) ont rencontré Paul Magnette, le ministre-président wallon dans l'espoir d'obtenir un délai « *afin de pouvoir aboutir à une modification des statuts de Brutélé avec*

l'assentiment de leurs partenaires wallons ».

Rétribution par jeton de présence

Il s'agissait notamment de prévoir dans les textes un article organisant le retrait de l'intercommunale d'une commune qui le souhaiterait. L'échéance du 1^{er} juillet 2015 approchant, les deux mêmes, rejoints par Armand De Decker (Uccle), Benoît Cerexhe (Woluwe-Saint-Lambert), Pierre Muylle (Evere) et

Christophe Magdalijns (Auderghem) ont écrit au « Premier wallon » le 5 juin. Pression à l'appui : sans accord sur un délai, « *il ne subsisterait comme choix pour les Bruxellois que de demander la dissolution de l'intercommunale, comme prévu par l'accord de coopération.* »

À Namur, PS et CDH n'ont pas voulu courir ce risque. L'application de l'accord de coopération et du décret a été reportée de deux ans. Ce qui a permis à Publifin de fonctionner à l'abri des regards. Chez Brutélé, des comités de secteur wallon et bruxellois existent aussi. Mais on y est rétribué par jeton de présence, à condition d'être présent... ■

E.D.